

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N°3004 -MERCREDI 30 AOÛT 2017

GOUVERNEMENT

Passations de service
et promesses d'agir

Échange de parapheurs entre les deux ministres

Après le tout premier conseil des ministres du deuxième gouvernement de Clément Mouamba, le 26 août dernier, les nouveaux membres du gouvernement prennent leurs fonctions sur fond d'engagements et des défis à relever au moment où le pays traverse une crise économique et financière aigue. A l'occasion de leur passation de consignes, les nouveaux ministres ont chacun décliné les axes prioritaires, conformément aux orientations du président de la République et du chef du gouvernement.

« Il y a un chantier important qui est lancé, celui concernant la Fonction publique. Il nous faut moderniser notre Fonction publique », a déclaré Firmin Ayessa, vice-Premier ministre en charge de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale. Pour sa part, le 35^e ministre des Sports du Congo, Hugues Ngouelondelé, entend apporter sa pierre à l'édifice pour, dit-il, « construire et gagner ensemble ».

Pages 2, 3, 5 et 6

GESTION DE L'EAU

Les experts réfléchissent
à la bonne utilisation
de la ressource

Réunis à Stockholm, capitale suédoise, des leaders internationaux, les experts du domaine, des professionnels du développement ainsi que des représentants d'ONG ont planché sur la nécessité d'une meilleure gestion de l'eau à travers le monde.

La rencontre à laquelle prennent également part des dirigeants politiques du monde entend impulser une nouvelle dynamique plus efficace en matière d'utilisation d'eau à l'heure où les pressions de la croissance de la population et de la réduction de potentiel d'eau douce disponible se font sentir dans le monde entier.

Page 8

KARATÉ

Les Brazzavillois
s'imposent à Kinshasa

Le retour triomphal des Karatekas à Brazzaville

Les Karatekas de la Ligue de Brazzaville ont dicté leur loi à leurs homologues kinois, à l'occasion du tournoi Pool-Malebo organisé les 26 et 27 août dans la capitale de la RD Congo.

Sur dix médailles d'or mises en jeu, les Brazzavillois ont raflé neuf, laissant à leurs hôtes une seule médaille. « Nous avons beaucoup travaillé pour réaliser cette performance. Dans soixante jours, il y aura la phase retour ici à Brazzaville. Nous allons tout faire pour entretenir cette flamme », a promis le président de la ligue de Karaté de Brazzaville, Constantin Nganongo Itoua.

Page 16

DÉPARTEMENT DU POOL

Les jeunes-mères du Congo appellent au retour
définitif de la paix

L'association des jeunes-mères du Congo (AJMC) que préside Michaëlle Mountouari a appelé lundi, au cours d'un meeting, les autorités congolaises et exhorté Frédéric Bintsamou, alias Pasteur Ntumi, et ses ex-combattants ninjas, à tout mettre en œuvre pour rétablir la paix dans le Pool avant la rentrée scolaire fixée au mois d'octobre.

« Nous sommes fatiguées et demandons que les autorités créent les conditions d'un retour définitif à la paix », a déclaré la présidente de l'AJMC.



Page 2

Les femmes de l'AJMC

DIVERSIFICATION
DE L'ÉCONOMIELe PADE
décaisse
41 millions
FCFA pour
l'insertion
des filles-mères

Page 3

ÉDITORIAL
Défis

Page 2

ÉDITORIAL

Défis

Il est bien vrai que nous n'avons pas cessé, depuis que le Congo est devenu, ou plutôt redevenu un Etat libre - car avant la colonisation coexistaient sur notre territoire plusieurs Royaumes indépendants -, de relever les défis qui nous étaient lancés par l'Histoire. Mais si nous y sommes parvenus c'est, d'abord, parce que la nation congolaise avait su restaurer son unité au terme de crises de grande ampleur qui auraient pu la détruire, ensuite parce que l'Etat qui la gouverne était tenu en main de façon ferme par des hommes résolus à préserver cette même unité par tous les moyens.

Dans le moment difficile que nous traversons, alors que de nombreux observateurs doutent de notre capacité à surmonter les obstacles qui s'élèvent de nouveau sur notre route, il convient de rappeler à ceux qui seraient tentés de l'oublier que les deux ressorts qui nous ont permis, hier, de résoudre nos problèmes sont plus que jamais présents : unis les Congolais le sont car ils ont tiré des épreuves passées la conviction que ce n'est pas en se divisant qu'ils préserveront la paix civile et protégeront les acquis de la dernière décennie ; quant à l'Etat, qui couronne l'édifice national, il a su moderniser récemment nos institutions tout en préservant la paix si chèrement acquise au sortir des dernières guerres civiles.

Comme l'a répété avec force le président de la République samedi tout, dans cette affaire, est question de volonté : volonté collective, cela va de soi, mais aussi volonté individuelle et donc personnelle. Si, en effet, dans le même temps où les ministères et les administrations appliquent les consignes d'efficacité et de rigueur qui leur ont été données au plus haut niveau de l'Etat, les citoyens se mobilisent sur le terrain pour relancer la croissance économique, créer des emplois, aider les jeunes générations à se former, développer les échanges intérieurs et extérieurs, les difficultés que nous affrontons disparaîtront comme par enchantement ainsi qu'en ont témoigné les avancées spectaculaires réalisées depuis le début de ce nouveau siècle.

Qu'il nous soit permis, dans ce contexte, de dire que le nouveau gouvernement devrait faire de l'information l'un des principaux outils du plan de redressement qu'il prépare. La société civile congolaise n'attend que cela pour se mobiliser.

Les Dépêches de Brazzaville

CFCO

La relance du trafic entre Pointe-Noire et Brazzaville au cœur des défis

Arrêtée depuis plus d'une année, la circulation des trains du Chemin de fer Congo océan (CFCO) entre les deux plus grandes agglomérations du pays constitue un défi majeur pour le nouveau ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande, Fidèle Dimou qui a pris ses fonctions le 29 août à Brazzaville, à l'issue d'un échange de consignes avec son prédécesseur Gilbert Mokoki.

Pour lui, les défis sont nombreux et « je suis appelé à poursuivre l'œuvre dynamique de mon prédécesseur ».

Il sera notamment question de relancer le trafic du CFCO dans le département du Pool afin de permettre la circulation des passagers et des marchandises entre

Pointe-Noire et Brazzaville.

En effet, depuis l'arrêt du trafic ferroviaire dans le Pool, la nationale n°1 est devenue la principale voie pour acheminer du carburant et d'autres produits vers Brazzaville. Cependant, les quantités transportées ne permettent pas de mieux combler les besoins de la ville. D'où l'importance de l'usage du rail en tant que mode de transport de masse.

Hormis la relance du CFCO, le ministère des Transports est également appelé à opérationnaliser le nouveau port fluvial d'Oyo dans le département de la Cuvette, à œuvrer pour la réhabilitation du port public de Brazzaville et la construction du centre de maintenance aéronautique de Brazzaville.

Il y a aussi d'autres dossiers im-

portants parmi lesquels la dynamisation de la compagnie Nouvelle Air Congo, la relance d'Ecair, la formation des cadres, la réalisation du projet de port sec de Dolisie, la construction d'une autoroute de 15km reliant le site de la zone économique spéciale de Pointe-Noire et le port maritime de cette ville, le fonctionnement de la Société congolaise de transport fluvial (SOCOTRAF).

« Il y a eu des succès, aussi des échecs, des dossiers qui n'ont pas abouti et j'ai espoir que vous allez les suivre. La feuille de route est connue, il s'agit d'agir avec efficacité. Il y a du personnel, il suffit de le mettre au travail », a déclaré Gilbert Mokoki à l'endroit de son successeur.

Christian Brice Elion

POOL

L'AJMC appelle au rétablissement de la paix

Les femmes de l'Association des jeunes-mères du Congo (AJMC) ont animé, le 28 août à Makélékélé à Brazzaville, un meeting populaire pour exiger du gouvernement le rétablissement de la paix dans le département du Pool. Objectif : permettre aux populations sinistrées de regagner au plus vite leurs villages respectifs.

A travers ce meeting populaire auquel les populations ont massivement répondu, l'AJMC a voulu interpeller le gouvernement, pour qu'il trouve d'ici à la prochaine rentrée des classes, une issue pacifique à la crise du Pool. « Nous sommes fatigués de cette situation, et demandons aux autorités de créer les conditions adéquates afin de rétablir la paix dans le Pool. Les témoignages que nous avons entendus ici font état de ce que les populations sinistrées vivent



Michaëlle Moutouari (Adiac)

difficilement. Elles réclament de repartir dans leurs villages, bien étant conscientes que Ntoumi est toujours en refuge dans la forêt », a souligné Michaëlle Moutouari, présidente de l'AJMC.

Pour permettre le dénouement pacifique de cette crise, la présidente de l'AJMC, initiatrice de ce meeting, estime que seul le dialogue entre le gouvernement et le pasteur Ntoumi reste la meilleure option.

« Je pense qu'il est important d'aller au dialogue. Le dialogue dont nous faisons allusion, peut être

un mbongui entre fils du pays afin de permettre aux uns et aux autres de s'exprimer librement. Si Ntoumi a l'amour du pays et de la population, il lui serait mieux de se ressaisir et de revenir à la raison », a-t-elle renchéri.

Dans leurs interventions, les sinistrés qui ont soutenu à l'unanimité la démarche de la présidente de l'AJMC, mais ont exigé à ce que le gouvernement supprime les barricades érigées çà et là dans ce département afin qu'ils circulent librement.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Errhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngoni

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhdas

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

L'ACBF et le gouvernement initient un plan stratégique commun

Dans l'idée de permettre à l'Etat congolais d'évaluer les besoins en renforcement des capacités, de lutte contre la pauvreté et de disposer des axes prioritaires de concentration pour le programme-pays, le ministère du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, en partenariat avec la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a lancé, ce mardi 29 août à l'hôtel Radisson Blu, une étude portant sur la question.

Cette étude qui sera basée sur le projet de renforcement des capacités en statistiques, en étude prospective et planification pour la lutte contre la pauvreté en République du Congo, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'accord de don signé le 18 mai 2017, entre l'ACBF et la République du Congo.

Spécifiant le bien-fondé de cet accord, la ministre du Plan, de la statistique et de l'intégration régionale, Ingrid Olga Ghyslaine Ebouka Babackas, a précisé qu'il intègre un contexte particulier marqué par la baisse des recettes publiques ayant aussi pour corollaire, les difficultés pour l'Etat d'honorer tous ses engagements financiers. Ce qui justifie la présence du Congo en qualité de membre au sein de cette institution panafricaine. Une présence qui, selon elle, permet à notre pays de bénéficier d'un appui qui prendra une dimension particulière en ces jours de recherche de solutions à long terme de sortie de crise économique. « A travers sa vision d'un avenir lumineux pour le Congo, le chef de l'Etat dans son projet de société, notamment « La marche vers

le développement », voudrait que nos efforts soient focalisés sur la mise des femmes et des hommes au cœur du développement, plus précisément au travers le renforcement des capacités des populations à l'emploi par la formation qualifiante », a souligné la ministre du plan.

Etayant les différents axes clés de cette étude que quatre consultants recrutés se déploieront sous peu sur le terrain pendant 30 jours pour la collecte et le traitement des données, elle a souligné que cette expertise nous permettra de disposer des données factuelles sur les domaines prioritaires afin d'accélérer le développement harmonieux, inclusif et durable du pays. D'autant plus, le gouvernement est engagé dans la préparation d'un nouveau plan national de développement qui doit identifier, analyser et définir l'ensemble des besoins en renforcement des capacités des acteurs du secteur public, privé et des organisations de la société civile.

« Les résultats de cette expertise devront nous permettre d'identifier les besoins, tout en mettant un accent particulier



Les participants. Photo adiac

sur les besoins découlant des stratégies globales et sectorielles adoptées par le gouvernement à travers les axes retenus dans le plan national de développement 2012-2016 », a-t-elle encore ajouté.

Intervenant pour le compte de l'ACBF, notamment en sa qualité d'administrateur de programmes de cette institution, Oula Coulibaly a précisé que l'étude sur l'évaluation des be-

soins en renforcement des capacités est un moyen que son organisation utilise depuis dix ans. Car, des études similaires ont été conduites par l'ACBF dans d'autres pays, parmi lesquels, le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Cependant, cette année, en dehors du Congo, les mêmes études seront conduites en Guinée-Conakry, Mauritanie et Guinée-Bissau. « L'ACBF a été créée en 1991 à la volonté

des gouvernements africains et des institutions multilatérales à savoir : la Banque mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BAD) et le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud). Elle compte aujourd'hui 39 pays membres africains et 13 partenaires non-africains », a indiqué, Oula Coulibaly.

Rock Ngassakys

RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Les chercheurs appelés à mieux valoriser le secteur

Le nouveau ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, a appelé le 28 août à Brazzaville, les chercheurs à œuvrer pour la valorisation de ce secteur qui joue un rôle important dans le développement.

Il a lancé cet appel lors de la passation de service avec le ministre de la Recherche scientifique sortant, Hellot Matson Mampouya.

« Je suis entièrement à votre disposition pour tout ce que nous souhaiterions faire. La recherche est au cœur du développement. Si cela n'est pas bien compris, c'est à vous de faire en sorte que ça soit compris. Vous pouvez compter sur ma modeste personne pour être votre interlocuteur », a déclaré le ministre Coussoud Mavoungou.

De son côté, le ministre Matson Mampouya a salué la nomination de son successeur avant de demander aux cadres et agents de l'accompagner dans ses nouvelles fonctions.

« Monsieur le ministre, vous avez le privilège d'atterrir dans ce département dont l'importance n'est pas à démontrer dans le développement », a-t-il souligné.

Pour lui, le département de la recherche scientifique regorge un potentiel de ressources humaines qui méritent d'être valorisées et encouragées dans le travail, afin de pouvoir répondre aux attentes des populations.

Christian Brice Elion

PADE

41 millions de FCFA pour l'insertion professionnelle des filles-mères

Le Projet d'appui à la diversification de l'économie (PADE) via le Fonds d'appui à coûts partagés (FACP), son unité opérationnelle, a appuyé l'Ong française, Actions de solidarité internationale (Asi), dans la formation de 28 jeunes filles vulnérables dans les métiers de l'artisanat, la peinture, la soudure et la pâtisserie.

Pour se rassurer de l'impact de ces formations sur les bénéficiaires dont 14 résident à Brazzaville et 14 autres à Pointe-Noire, le directeur du FACP, Sékou Camara, a rencontré le 29 août à Brazzaville, quelques-unes d'entre elles.

Il s'agit de Princia Mantadi, âgée de 25 ans et mère de deux enfants, bénéficiaire d'une formation en coiffure qui, à la fin de son apprentissage d'une année, a été dotée (grâce à Total partenaire de ladite Ong) de matériels nécessaires l'ayant permis d'ouvrir son propre salon de coiffure à la Gla-

cière, dans l'arrondissement 2 Bacongo. A cet effet, elle a remercié les sponsors ayant contribué à son épanouissement. « Je vous remercie de m'avoir aidé à m'en sortir. Grâce à ce métier, je peux désormais prendre soin de moi et de

« Je vous remercie de m'avoir aidé à m'en sortir. Grâce à ce métier, je peux désormais prendre soin de moi et de mes enfants »

mes enfants », a-t-elle déclaré.

Toujours à Bacongo, les délégations du PADE et de l'Asi ont également rencontré Mavie Mbouala, 20 ans, mère d'un garçon, formée en restauration. Pour l'aider à s'insérer, elle avait reçu un don d'ustensiles de cuisine, des chaises en plastique plus une enveloppe. Depuis sept mois, elle est gérante

d'un restaurant de fortune qui nécessite une amélioration des conditions d'accueil. Pour l'accompagner à bien mener cette activité, le directeur du FACP lui a promis une aide supplémentaire.

Outre les deux domaines susmentionnés, deux autres jeunes filles ont été également formées en pâtisserie et en sérigraphie. « Cette mission nous a permis de constater que les objectifs de notre accompagnement sont atteints. Nous avons pu constater que les 28 jeunes filles formées sont insérées en entreprise et en auto-emploi », s'est réjoui Sékou Camara.

Rappelons que la descente effectuée par le FACP s'inscrit dans le cadre de la mission de suivi-évaluation du PADE dont la clôture intervient au mois de décembre prochain. Cette mission se poursuivra à la société Bayo, puis à Oyo et Owondo, au nord du pays, dans les tout prochains jours.

Lopelle Mboussa Gassia

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute des **Gestionnaires de comptes** :

PROFIL RECHERCHE :

- Bac + 3 en Economie et Gestion, en Comptabilité et Finance, Gestion Financière et Comptable, Administration des entreprises ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle minimum dans le métier ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir des connaissances de base en comptabilité
- Avoir une bonne capacité d'analyse et de synthèse financière
- Avoir le sens du commercial développé et une grande capacité de persuasion
- Avoir une bonne capacité d'analyse et une connaissance de l'environnement (marché, compétition, prix, facteurs de risque etc.)
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout;
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux et objectif
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **31 Septembre 2017** à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recrute un **agent de trésorerie**.

PROFIL RECHERCHE :

- BAC + 4 en Finance, Economie ;
- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception peut-être faite pour les jeunes détenteurs d'un master (BAC+5) avec mention d'un pays de l'OCDE ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière dans la région CEMAC, dans l'un des pays de l'OCDE ou en Chine;
- Avoir de bonne connaissance du métier de la finance, du marché financier ainsi que du marché de capitaux;
- Avoir de bonne connaissance dans le domaine mathématique et logique ;
- Avoir une bonne capacité d'analyse ;
- Avoir une parfaite maîtrise du pack office ;
- Avoir la maîtrise parfaite du Français, d'une autre langue (Anglais et le Chinois) serait un atout non négligeable ;
- Avoir le sens des responsabilités et des initiatives ;
- Avoir de bonne compétence en communications.
- Etre disponibilité à travailler en dehors des horaires réguliers
- Etre rigoureux, dynamique et objective
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, morale et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante :

recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **31 Septembre 2017** à 17h.

Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (e) seront convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

Une institution financière de la place recrute un **Gestionnaire RH**, Chargé de la Paie de l'Administration du Personnel et des Œuvres Sociales.

Qualifications requises :

- Bac + 3 en Finance, Gestion Financière et Comptable, Gestion des entreprises, Management des Ressources Humaines;
- Avoir une expérience cumulée d'au moins 3 ans dans le domaine de la Paie, de l'Administration du personnel des Œuvres Sociales et des Ressources Humaines en générale ;
- Avoir occupé un poste similaire dans une institution financière de la place ou dans la zone CEMAC ;
- Avoir une maîtrise parfaite des outils de Gestion des Ressources Humaines ;
- Avoir des notions de Comptabilité et de fiscalité ;
- Avoir une très bonne maîtrise du logiciel de paie (SOPRA BANKING ou DELTA BANKING) et de Microsoft Office serait un atout;
- Savoir superviser l'organisation de la paie, établir les fiches de paie et les versements de salaire,
- Avoir de très bonne aptitudes organisationnelles et une excellente capacité d'administration
- Savoir préparer tous les documents règlementaires liés à la gestion du personnel
- Savoir élaborer les tableaux de bords sociaux permettant de suivre l'activité du personnel (absentéisme, rémunération, congés...)

- Savoir collaborer avec les institutions sociales et administratives
- Savoir garantir l'application de la réglementation sociale et des obligations légales au sein de l'établissement
- Avoir le sens du traitement approprié des données se rapportant au personnel (confidentialité, protection des données)
- Avoir de très bonnes connaissances en français, la maîtrise de l'anglais ou du chinois serait un atout;
- Etre autonome et capable de travailler sous pression
- Avoir le sens des relations humaines, un bon esprit d'écoute et des aptitudes en gestion de conflits serait un plus ;
- Avoir une honnêteté intellectuelle
- Etre intègre, moral et loyal
- Etre dynamique et mobile
- Avoir l'esprit d'équipe.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv accompagné d'une photo et d'une lettre de motivation
 - Références des deux précédents employeurs
- Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante : recrutement.talent@yahoo.com au plus tard le **01 Septembre 2017** à 17h.
- Aucun dossier ne sera pris en compte dépasser ce délai.

NB : seuls les candidats (es) présélectionné (es) seront convoqués pour passer le test et les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMERIQUE
SERIGRAPHIE
PELLICULAGE
DIGI CARRÉ COLLE
CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE

- Quotidiens
- Hebdomadaires
- Mensuels
- Numéros spéciaux

OFFSET

- Chemises à rabat
- Magazines
- Livres
- Depliants
- Documents administratifs
- Calendriers
- Flyers
- Affiches
- Divers



+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

CONSTRUCTION ET URBANISME

Josué Rodrigue Ngouonimba sollicite l'apport des cadres de son département

Le nouveau ministre de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat, a sollicité l'appui des cadres et techniciens de son département, le 29 août à Brazzaville, lors de la passation de consignes avec son prédécesseur, Claude Alphonse Nsilou.

Architecte de profession, Josué Rodrigue Ngouonimba s'est dit conscient des défis qui l'attendent, en matière de construction, d'urbanisme et d'habitat. Pour bien accomplir cette tâche qu'il estime délicate, il sollicite le concours de tous les cadres et techniciens sous sa tutelle.

« *Le chef de l'Etat m'a renouvelé sa confiance, en me plaçant à la tête de ce ministère où je retrouverai certains de mes collègues. Nous travaillerons en étroite collaboration, afin d'atteindre notre objectif, en respectant la feuille de route du président de la République, en ce qui concerne*



Claude Alphonse Nsilou et Josué Rodrigue Ngouonimba (photo adiac)

la construction, l'urbanisme et l'habitat. C'est un chantier vaste, mais je compte sur tous les cadres du département, pour donner satisfaction à la population et au chef de l'Etat », a souligné le ministre entrant.

Prenant la parole à son tour, le ministre sortant, Claude Alphonse Nsilou, lui aussi architecte de carrière, a promis un soutien indéfectible et une collaboration personnelle à son successeur.

« *Des choses importantes vont*

se faire ici, parce que celui qui me succède est architecte comme moi et affiche aussi de grandes ambitions. Nous allons nous serrer les coudes pour mener à bien la mission pour laquelle nous avons été

choisis », a-t-il affirmé.

Dans le procès-verbal de passation de services lu à cette occasion, il a été noté que des efforts considérables ont été accomplis ces dernières années, pour résorber le déficit en logements sur l'ensemble du territoire.

Ainsi, à Brazzaville, il a été construit, sur fonds propres de l'Etat ou par le biais du partenariat stratégique avec la Chine, plus de 3.214 logements, dont 1000 au camp Clairon ; 1000 à Kintélé ; 934 à Mpila et 280 à Baongo.

Dans la ville océane, par contre, plus de 1000 logements ont été bâtis.

En ce qui concerne l'arrière-pays, des logements ont été construits à Owando, à Oyo, à Kinkala et dans d'autres localités du pays. D'autres chantiers sont actuellement en cours sur l'ensemble du territoire national.

Firmin Oyé et Désy Mbakou (stagiaire)

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

La commission d'agrément des établissements privés examine 129 dossiers

Le ministre de tutelle, Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, a procédé le 29 août à l'ouverture des travaux de la 5e session ordinaire de la commission d'agrément des établissements privés d'enseignement technique, professionnel et de la formation qualifiante

Sur les 129 dossiers soumis à l'approbation de la commission, 53 concernent les établissements agréés définitivement pour le suivi du maintien de leurs acquis et 16 autres qui sont candidats à l'agrément définitif. 39 établissements sont candidats à l'agrément provisoire et 15 autres ayant obtenu des agréments provisoires en 2016 qui seront suivis pour le maintien des acquis.

Selon la directrice générale des affaires scolaires de ce sous-secteur d'enseignement, Christine Bikou Mbys, seuls les établissements remplissant les conditions exigées seront détenteurs d'un agrément. Ceux qui sont hors normes devront, d'après elle, travailler davantage pour espérer obtenir l'agrément à la prochaine session, conformément aux critères définis par les textes réglementaires en vigueur.

Le ministre de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi, a rappelé que la tenue régulière des sessions de cette commission témoignait de l'intérêt que son département accordait au bon fonctionnement des établissements privés. Ceci en vue d'améliorer l'environnement des structures scolaires tout en veillant sur leur rendement. « *Les conclusions de la 4e session ont sans nul doute produit des fruits, car les établissements ayant reçu l'agrément ont réalisé globalement un pourcentage de 61, 44% d'admis au baccalauréat. Nous nous en félicitons* », s'est réjoui Antoine Thomas Nicéphore Fylla Saint Eudes, invitant les participants à l'action et à l'efficacité. Outre les 129 dossiers à examiner, les membres de cette commission doivent également plancher sur l'application des nouveaux programmes basés sur l'approche par compétence.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

Rosalie Matondo passe le témoin à Arlette Soudan Nonault

La passation de services entre Rosalie Matondo, ministre sortante en charge de l'Environnement et Arlette Soudan-Nonault, ministre entrante a eu lieu le 28 août à Brazzaville.

Le rapport moral de cette passation a porté sur l'état des lieux de l'administration de l'environnement, notamment la situation administrative et patrimoniale ; l'organisation administrative ; les ressources humaines, financières et matérielles ; le niveau d'exécution des activités en cours et en perspectives ; les difficultés rencontrées.

Les deux ministres ont procédé à la signature du procès-verbal. Transmettant le témoin du segment de l'Environnement à Arlette Soudan Nonault, ministre entrante, Rosalie Matondo a déclaré que pendant qu'ils auront à accomplir leur sacerdoce, ce qui compte n'est pas le temps passé à la tête d'un département ministériel, mais l'empreinte et les marques qu'on y laisse.

Selon elle, les seize mois passés à la tête du département de l'Environnement, lui ont permis d'apprécier à juste titre l'ampleur des

défis à relever dans ce secteur stratégique, dans la perspective de l'émergence du Congo à l'horizon 2025.

Rosalie Matondo a ensuite indiqué qu'il revenait désormais à la ministre entrante de faire en sorte que la République du Congo demeure dans le concert des nations vertueuses en matière d'environnement.

« *Nonobstant les efforts consentis à ce jour, au plus haut niveau de notre pays, ainsi que la pertinence des activités majeures réalisées au cours des dernières années et qui ont permis de consolider l'arrimage de notre pays à la dynamique mondiale en faveur de l'environnement, de nombreux défis restent encore à relever dans ce secteur vital pour notre développement et pour la survie de l'humanité. C'est pourquoi, en notre qualité de ministre de l'Economie forestière,*

ayant en charge la gestion d'un patrimoine qui couvre 65% du territoire national, nous tenons à marquer notre disponibilité et notre ferme engagement à accompagner l'action environnementale dans notre pays », a-t-elle ajouté.

Le ministère de l'Environnement est tenu de réaliser certains projets majeurs, financés par le Fonds mondial pour l'environnement dont la direction générale de l'environnement est le point focal du Congo. Il y a aussi l'opérationnalisation du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo et la participation du Congo à la COP23 qui se tiendra à Bonn pour le compte des îles Fidji.

Arlette Soudan-Nonault, a rassuré qu'elle poursuivra les actions menées par sa collègue Rosalie Matondo. Elle s'est réjouie de ce que le département de l'Environnement soit désormais rattaché à celui du Tourisme, avant de s'engager pour préparer la participation du Congo à la COP23 et à d'autres dossiers urgents.

Bruno Okokana

FONCTION PUBLIQUE

Firmin Ayessa entend poursuivre la politique de modernisation enclenchée

La cérémonie de passation de consignes entre le vice-Premier ministre en charge de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat, Firmin Ayessa, et son prédécesseur, Ange Aimé Bininga, s'est déroulée le 29 août en présence du secrétaire général du gouvernement, Benjamin Boumakani.



Firmin Ayessa et Ange Aimé Bininga ; crédit photo Adiac

Nommé récemment vice-Premier ministre, chargé de la Fonction publique, de la réforme de l'Etat, du travail et de la sécurité sociale, Firmin Ayessa entend poursuivre le travail amorcé par son prédécesseur. En effet, il a souligné la nécessité de moderniser la Fonction publique afin de faire régner à nouveau la discipline et la rigueur. « Ces questions que beaucoup d'entre nous ont abordé assez timidement hier, vous avez eu le courage d'ouvrir, d'entrer dans ces chantiers, de donner comme un coup de pied dans la fourmière. Aujourd'hui nous pouvons dire que grâce à vous, il y a un chantier important qui est lancé, celui concernant la Fonction publique. Il nous faut moderniser

notre Fonction publique vous l'avez si bien commencé », a indiqué Firmin Ayessa.

Il a reconnu que depuis quelques années les initiatives sur la réforme de l'administration publique se sont transformées en de simples slogans et en effet d'annonce au Congo. Une situation qui s'explique certainement, selon lui, par manque de volonté politique ou de courage pour franchir le rubican. Car, a-t-il poursuivi, les chantiers dans ce domaine sont importants, vastes

et immenses mais également sensibles. Pour réussir sa nouvelle tâche, Firmin Ayessa va s'appuyer sur le ministre sortant ainsi que sur les cadres et agents qui y travaillent. « Ils sont là pour assurer la permanence de l'Etat, c'est leur rôle », a-t-il conclu.

« Nous avons achevé le recensement qui nous a permis de disposer d'un référentiel pour la gestion des ressources humaines de l'Etat »

Après avoir passé seize mois à la tête du ministère de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat, Ange Aimé Bininga a été muté au département de la Justice, des droits humains et de la promotion des populations autochtones. D'après lui, certains chantiers ouverts augurent de bonnes perspectives car Firmin Ayessa qui lui succède est un homme d'expérience qui a roulé sa bosse dans l'administration publique. « Nous sommes rassurés que beaucoup de choses vont se faire. Au niveau de la Fonction publique, nous avons achevé le recensement qui nous a permis donc de disposer d'un référentiel pour la gestion des ressources humaines de l'Etat. Du côté de la réforme de l'Etat, nous avons souffert longtemps d'un défaut de leadership, parce qu'en réalité la mission étant transversale, il était temps qu'elle soit portée par un membre du gouvernement qui, du point de vue de la hiérarchie, avait autorité sur les autres », a-t-il déclaré, espérant que la réforme de l'Etat prendra résolument corps au Congo.

Ange Aimé Bininga s'est, enfin, félicité de la franche collaboration qui a régné entre lui et les cadres de ce ministère. C'est ainsi qu'il a demandé à son successeur de leur faire confiance car ils seraient d'une excellente performance administrative.

Parfait Wilfried Douniama

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES ARTS

Dieudonné Moyongo prend ses services

Nommé par décret présidentiel n°2017-373 du 22 août 2017, le ministre de la Culture et des arts Dieudonné Moyongo a officiellement pris ses services le 28 août à l'issue de la passation de service avec Arlette Soudan Nonault, assurant l'intérim du ministre de la Culture sortant, Léonidas Carel Mottom Mamoni.



Signature du procès-verbal par les deux ministres (Adiac)

Après la lecture du rapport moral portant sur la présentation de la structure, les ressources humaines, les dossiers, ainsi que les annexes, Arlette Soudan-Nonault et Dieudonné Moyongo ont procédé à la signature du procès-verbal.

A l'issue de la signature du procès-verbal, le ministre entrant, Dieudonné Moyongo, a rendu un hommage particulier au chef de l'Etat pour l'avoir porté à la tête de ce département. Il a également rendu hommage à Jean Baptiste Tati Loutard, icône de la culture congolaise et ministre de la Culture et des arts pendant 17 ans. « Après mon

intégration, je suis affecté à la bibliothèque nationale et m'occupais du fichier central et de la banque de prêt. Le ministre Jean Baptiste Tati Loutard venait faire ses consultations puisqu'il était abonné à la bibliothèque nationale. Et à chaque fois lorsqu'il venait il posait la question de savoir si le camarade Moyongo était présent, comme s'il voulait

me communiquer quelque chose. Et 35 ans après, me voici à la tête de ce département. Notre défi commun de relever la culture, est de travailler la main dans la main pour exécuter le programme du chef de l'Etat dans le domaine qui est le nôtre, à savoir la culture », a déclaré Dieudonné Moyongo.

Bruno Okokana

TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le nouveau ministre averti sur les dossiers du front social

La passation de pouvoirs entre Emile Ouosso et Firmin Ayessa s'est déroulée le 29 août à Brazzaville dans les locaux du ministère du Travail et de la sécurité sociale, trois jours après le Conseil des ministres inaugural.

Longtemps directeur du cabinet du chef de l'Etat, Firmin Ayessa avec rang de vice-premier ministre se devra d'assumer la fonction de ministre du Travail et de la sécurité sociale cumulativement à celle de la Fonction publique et de la réforme de l'Etat. Une tâche assez lourde au regard de la conjoncture actuelle.

D'entrée de jeu, Emile Ouosso a adressé à son successeur ses « ardents souhaits de plein succès et de parfaite réussite » avant de lui présenter la situation du ministère. Au cours de son exercice, Emile Ouosso et son équipe se sont efforcés à anticiper les risques majeurs qui menacent la paix sociale, grâce à un système de veille permanente au travers du corps des inspecteurs du travail ; renforcer le dialogue social entre le gouvernement, les organismes patronaux et les syndicats ; de renforcer les moyens et les capacités d'intervention de l'administration du travail.

Il a également été question de consolider la dette de l'Etat, des entreprises d'Etat liquidées et privatisées et des établissements à budget de transfert vis-

à-vis de la CNSS et de la CRF. La mise en œuvre stratégique du processus des réformes pour approfondir la paix sociale a également été entreprise, a déclaré le ministre sortant avant de faire mention des conventions internationales ratifiées, ainsi que du cadre normatif modernisé. De nombreux défis attendent le

« Nous voici donc sur le front social. Vous me transmettez le flambeau. Je sais que c'est un front mouvant, difficile, parce qu'il s'agit ici d'apporter des solutions aux problèmes sociaux. Front social difficile parce qu'il s'agit ici de s'occuper des travailleurs du secteur privé... »

nouvel ministre. Au nombre desquels : huit mois d'arriérés de pensions aux retraités de la Caisse de retraite des fonctionnaires. Après un discours élogieux à son prédécesseur, Firmin Ayessa entend pérenniser les actions entreprises par

celui-ci en « s'appuyant sur le collectif des travailleurs » sous tutelle. « Nous voici donc sur le front social. Vous me transmettez le flambeau. Je sais que c'est un front mouvant, difficile, parce qu'il s'agit ici d'apporter des solutions aux problèmes sociaux. Front social difficile parce qu'il s'agit ici de s'occuper des travailleurs du secteur privé... », a déclaré Firmin Ayessa qui s'engage à faire de son mieux afin de résoudre les problèmes sociaux qui se posent.

Pour apporter des solutions aux questions de travail et de sécurité sociale, Emile Ouosso a exhorté son successeur à « poursuivre les divers chantiers ». Emile Ouosso a passé le témoin alors qu'il a été muté au poste de ministre de l'Équipement et de l'entretien routier. « Le réseau routier national répondra aux urgences de la diversification de l'économie, pour permettre l'accès aux bassins de production agricole, aux bassins miniers, aux bassins forestiers, aux bassins touristiques. Les machines et équipements sont déployés dans tout le pays », a conclu le nouveau ministre de l'Équipement, Emile Ouosso, fonction qu'il occupait avant d'être nommé ministre du Travail.

Josiane Mambou Loukoula

CENTRAFRIQUE

Deux femmes parmi les seize préfets nommés par le chef de l'Etat

Deux femmes font partie des seize préfets nommés le 24 août dernier par le chef de l'Etat. Ce chiffre représente 12,5 % de ceux qui vont administrer au nom de l'Etat dans les chefs-lieux.

Il s'agit de Lydie Goyoro, préfète de la Kémo au centre du pays et de Philomène Dounda pour le compte de la Mambéré Kadéï à l'Ouest. 12,5% des femmes sont nommées alors que la loi sur la parité votée par l'Assemblée nationale en novembre 2016, promulguée par le chef de l'Etat et qui n'attend que son décret d'ap-

plication exige 35% des femmes. La parité portée par le gouvernement a recueilli l'adhésion de la représentation nationale, force est de constater que l'élan est encore faible dans les institutions. Ce qu'il faut booster, 4 femmes sur 23 siègent au gouvernement, 12 femmes sur 140 à l'Assemblée nationale et deux autres sur 9 siègent au Haut Conseil de Communication.

Le forum des femmes parlementaires dans un entretien avec les femmes leaders a exprimé sa volonté d'interpeller le gouvernement sur le décret d'application

de la loi sur la parité. « Cela fait plusieurs mois que nous avons voté la loi sur la parité, mais nous ne comprenons pas pourquoi le décret d'application ne suit pas. Nous envisageons d'interpeller la ministre des Affaires sociales sur cette question », avait indiqué Béatrice Emilie Epaye députée de Markounda.

Si dans les institutions la parité n'a pas encore atteint le standard parfait, la Cour constitutionnelle est la seule institution qui fait l'exception avec la parité 4 hommes et 4 femmes.

Un nouveau représentant spécial adjoint de l'ONU

Kenneth Gluck de nationalité américaine est nommé représentant spécial adjoint pour la République centrafricaine et chef adjoint de la Minusca.

Kenneth Gluck succède à Mme Diane Corner, du Royaume-Uni, qui a fini sa mission comme représentant spécial adjoint de la Minusca à la fin du mois de juin dernier.

Né en 1962, titulaire d'une licence de sociologie de l'Université de Harvard, le nouveau représentant adjoint dispose d'une expérience dans le domaine de la médiation et de la consolidation de la paix, notamment en tant que chef de cabinet de l'équipe conjointe Union africaine-ONU d'appui à la médiation (2008-2011), administrateur général du Bureau du conseiller spécial pour le Yémen (2013), directeur et directeur adjoint du Bureau d'appui à la consolidation de la paix de l'ONU (2013-2015). Kenneth Gluck était, depuis 2015, adjoint de l'envoyé spécial du secrétaire général pour le Yémen. Avant de rejoindre l'ONU, il a travaillé pour des organisations non gouvernementales internationales qui fournissent une assistance humanitaire dans des situations d'urgence complexes. De 2001 à 2006, il a exercé les fonctions de directeur des opérations de Médecins sans frontières (MSF) et a été chef de mission pour MSF en Fédération de Russie et dans le Caucase du Nord entre 1999 et 2001, ainsi qu'en Somalie en 2006 et au Soudan en 2007 et 2008.

Kenneth Gluck est nommé au moment où son pays les Etats-Unis, principal bailleurs de la Minusca, menacent de réduire son aide à la mission des Nations unies en Centrafrique qui a accueilli la semaine dernière une mission des sénateurs américains engagés pour évaluer l'appui américain à la mission onusienne.

Josiane Mambou Loukoula et RJDH

La Minusca intercepte un transport illégal de civils

Des Casques bleus ont intercepté un convoi transportant illégalement environ 50 civils au départ de Bangassou pour Bangui. Cette opération d'interception de la Minusca s'inscrit dans le cadre de ses activités de lutte contre les pratiques illicites et l'usage illégal de ses ressources. « Les compagnies de transport concernées ont été saisies et des mesures disciplinaires seront prises sur la base des résultats des enquêtes actuel-

lement en cours », a déclaré la mission onusienne, réaffirmant son attachement à la mise en œuvre intégrale de la politique de tolérance zéro du secrétaire général contre les pratiques illicites, dont pourraient se rendre coupables son personnel civil ou en uniforme ainsi que tous ses contractants, « y compris dans les cas d'exploitations et d'abus sexuels ».

Consciente des risques de pratiques illicites, la Minusca

a renforcé la surveillance de ses convois protégés par les Casques bleus et interdit strictement aux entreprises sous contrat tout transport non autorisé. Dans le cadre de sa mission de protection des populations civiles et afin de faciliter la libre circulation des personnes et des biens, la Force organise régulièrement des convois transportant des civils d'un point à l'autre du pays.



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville République du Congo

Horaires d'ouverture:

Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



SOUDAN

Une mission américaine d'inspection au Darfour

L'administration Trump a dépêché lundi le chef de l'agence de coopération américaine, Mark Green, au Darfour afin de constater les conditions des déplacés vivant dans les camps de réfugiés précisément, celui de Zam Zam qui accueille des dizaines de milliers de déplacés. « Nous espérons en particulier voir des progrès sur l'accès à l'aide humanitaire ici au Darfour Nord », a indiqué Mark Green, au moment où des violences se poursuivent dans cette région du Soudan.

Ces deux dernières décennies, les dirigeants américains accusent les autorités soudanaises de violation des droits de l'Homme, notamment dans le conflit meurtrier contre des rebelles au Darfour à l'ouest du pays ayant fait 330 000 morts depuis 2003, selon l'ONU. Le chef de l'agence de coopération américaine a effectué le déplacement du Soudan au moment où Washington envisage de réduire l'aide américaine à plus de 30%. À l'issue de cette visite, Washington se prononcera s'il sera nécessaire ou non de maintenir ses sanctions prises contre Khartoum.

Rappelons que les Etats-Unis ont imposé des sanctions au Soudan en 1997 à cause de son présumé soutien à des groupes islamiques puisque le fondateur d'Al-Qaïda, Oussama Ben Laden, a vécu à Khartoum de 1992 à 1996. Après le Soudan, Mark Green se rendra en Ethiopie et au Soudan du Sud.

Nestor N'Gampoula et Rude Ngoma

GUINÉE ÉQUATORIALE

Les autorités réclament 48 milliards de franc CFA à Total pour « fraude »

Le ministre des Finances de la Guinée équatoriale, Miguel Engonga Obiang, a indiqué lundi que son pays réclame au géant pétrolier français Total un montant de « 48 milliards de franc CFA, (73 millions d'euros) pour fraude » dans la vente de carburant entre 2010 et 2012.

Le gouvernement équato-guinéen dit avoir réagi à cette situation après avoir mené des enquêtes appropriées. « Au bout de nos investigations, nous avons trouvé qu'il y a cette situation suspecte et frauduleuse », a expliqué le ministre des Finances.

Le 21 août, au cours d'une réunion avec les responsables de la société française en Guinée équatoriale, le gouvernement a exigé que Total présente une proposition d'arrangement de ce différend. Loin de s'arrêter là, Malabo dit avoir déjà transmis le dossier à la justice pour déclencher une procédure judiciaire.

La Guinée équatoriale accuse Total de fraude alors que le vice-président et fils du président Teodoro Obiang, Teodorin, est actuellement jugé en France dans l'affaire dite des biens mal acquis. La justice française a requis à son encontre trois ans de prison, 30 millions d'euros d'amende et la confiscation des biens saisis, dont un immeuble évalué à plus de 100 millions d'euros.

N.N'G.

SEMAINE MONDIALE DE L'EAU

Des délégations planchent sur la meilleure utilisation de la ressource

Stockholm, la capitale suédoise, abrite à partir du 29 août, la semaine mondiale de l'eau, placée sur le thème : « L'eau et les déchets : réduction et réutilisation ». La réunion vise à trouver des voies et moyens nécessaires pour la bonne utilisation de l'eau douce, une ressource de plus en plus rare dans certaines régions du monde.

Les délégations composées, entre autres, de leaders internationaux, d'experts dans le domaine de l'eau, des professionnels du développement, responsables politiques et représentants d'ONG se sont rassemblées à Stockholm pour réfléchir sur la meilleure gestion de l'eau à travers le monde.

Selon certains analystes, cette rencontre est d'une importance capitale à l'heure où les pressions de la croissance de la population et de la réduction de l'eau douce disponible se font sentir dans le monde entier. Il devient de plus en plus évident pour les responsables politiques, les entreprises et les citoyens de faire davantage preuve d'efficacité en matière d'utilisation d'eau, soulignent ces chercheurs.

Pour le directeur exécutif du SIWI, Torgny Holmgren, la Semaine mondiale de l'eau est un haut lieu d'échanges pour les participants. « C'est ici que nous nous rassemblons et nous assurons que les meil-

leurs idées sont mises en avant », a-t-il déclaré. « Pour parvenir à la réduction, des changements radi-

« Pour parvenir à la réduction, des changements radicaux seront nécessaires, en particulier de la part des principaux utilisateurs d'eau, notamment les industries, les producteurs d'énergie et le secteur de l'agriculture »

caux seront nécessaires, en particulier de la part des principaux utilisateurs d'eau, notamment les industries, les producteurs d'énergie et le secteur de l'agriculture », a

ajouté Torgny Holmgren. Il a expliqué que des changements sont également nécessaires concernant notre façon de penser à la réutilisation de l'eau : « Je pense qu'il est très important d'essayer de changer les mentalités concernant les déchets. Au lieu de nous présenter un problème, nous pouvons considérer les déchets comme un atout. »

Le président de l'assemblée générale des Nations unies, Peter Thomson, a, pour sa part, qualifié le climat et les ressources en eau de la planète de « fondements de notre existence ». « Sans une gestion appropriée de ces fondements, il est évident que l'agenda 2030 pour le développement durable est voué à l'échec. Car sans ces fondements, nous n'existons pas », a-t-il affirmé.

Stephen McCaffrey, lauréat du Prix de l'Eau de Stockholm 2017, a, quant à lui, parlé de la nécessité de la coopération en matière d'eau. L'orateur a indiqué qu'une grande partie de l'eau douce de la planète est partagée par seulement quelques pays. « Des études montrent que le partage de l'eau est plus susceptible de découler sur la coopération que sur des conflits », a-t-il conclu.

N.N'G.



« Une nouvelle enseigne de Supermarchés en ville! »

8 à 8 Supermarché
BIG

Avenue William Guynet,
à côté de Mucodec, Centreville,
Brazzaville, Congo

8 à 8 Superette

Avenue Félix Eboue,
Centreville (en allant vers le beach),
Brazzaville, Congo



www.8à8.com



Stay Connected



info@8à8.com

LES MEILLEURES FORMATIONS Réseau et Système

100% pratique

- Gérez les serveurs virtuels en entreprise
- Gestion Internet en entreprise
- Devenez Expert en maintenance informatique et réseau
- Système Multiwan - Gérez plusieurs fournisseurs Internet - Basculement automatique Répartition de la charge - Connexion permanente
- Administrez un réseau d'entreprise sous Linux ou Windows (Switch/Vlan/Router/Wifi/DHCP/DNS/WPAD)
- Antivirus Réseau Symantec Protection SRV & PC

KD Computer

06 621 45 25 / 05 345 78 62

849, rue Voula Plateau des 15 ans (vers la pharmacie Jagger)
Brazzaville - Congo / E-mail : kdcomputer2011@gmail.com

MIGRATION

Emmanuel Macron favorable à l'ouverture des Hotspots en Afrique

Le président français Emmanuel Macron a reçu ses homologues, tchadien Idriss Deby Itno, le nigérien Mahamadou Issoufou et le chef du gouvernement d'Union nationale de Libye, Fayez Al Sarraj, ainsi que la chancelière Angela Merkel pour un sommet sur la migration.

Ces trois pays africains sont considérés comme des pays où transitent les migrants. En juillet dernier, Emmanuel Macron annonçait l'ouverture de hotspots, des centres pour migrants au Niger, au Tchad et en Libye. Le président français veut passer à la pratique.

Emmanuel Macron est convaincu que son idée va limiter les flux migratoires illégaux en France. Cette annonce controversée a fait l'objet d'un mini sommet à huis clos à Paris. Faisaient également partie de cette réunion, la cheffe de la diplomatie européenne Frederica Mogherini, le président du conseil italien Paolo Gentiloni, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy.

L'Élysée considère la rencontre comme une occasion de réaffirmer le soutien de l'Europe au Tchad, au Niger et à la Libye pour le contrôle et la gestion maîtrisée des flux migratoires. Car les centres d'accueil délocalisés serviront à traiter plus facilement les demandes d'asile et à trier les réfugiés et les migrants. Cette vision des choses est partagée par l'Italie qui projette, également l'ouverture des centres d'accueil au Niger.

La chancelière allemande Angela Merkel avait, auparavant, lancé l'idée d'un plan Marshall, que Emmanuel Macron ne veut pas entendre, affirmant que si la question devait se résoudre en aide financière, elle l'aurait été depuis. Pour le président français le problème de l'Afrique est plutôt « civilisationnel ».

Une idée impopulaire en Afrique

La vision d'Emmanuel Macron très impopulaire. Après les ONG, les dirigeants africains ont dénoncé la politique migratoire du président français. Ils demandent des engagements financiers en faveur d'une solution à la crise libyenne, à la stabilisation du Mali et au développement des pays comme le Niger ou le Tchad.

« Nous sommes contre ce projet qui risque de créer un appel d'air. Des milliers de candidats à l'immigration viendront chez nous », a déclaré le ministre tchadien des affaires étrangères Hissein Brahim Taha.

N.Nd.

FRANCE/AFRIQUE

Le président français va annoncer la mise en place d'un conseil présidentiel pour l'Afrique

Face à l'hostilité des présidents nigérien Mahamadou Issoufou, et tchadien Idriss Déby d'installer des hotspots sur leurs territoires respectifs, Emmanuel Macron a proposé des missions de protection. Il devrait annoncer sa nouvelle politique pour l'Afrique.

Emmanuel Macron plaide pour un front commun contre l'immigration clandestine

« Nous devons agir tous ensemble, les pays d'origine en passant par les pays de transit en premier chef la Libye, pour mener une action efficace, c'est un défi aussi bien pour l'Union africaine que pour l'Union européenne », a déclaré le président français. La feuille de route conjointe arrêtée lors du mini sommet de l'Élysée sur l'immigration rappelle les fondamentaux d'une approche globale de la migration et de l'asile visant à renforcer le soutien aux pays de transit en Afrique et renforcer la lutte contre les trafics de migrants.

En juillet, le président français évoquait la possibilité d'ouvrir des centres d'enregistrement et d'identification des personnes pouvant immigrer en France à partir du sol africain, ainsi distinguer les réfugiés politiques des exilés économiques.

Des protestations africaines

Les protestations sont restées vives.

Ce qui a poussé Paris à parler plutôt de « mission de protection » visant à identifier sous la supervision du UNHCR [Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies], dès le Tchad et le Niger les ressortissants qui ont droit à l'asile pour les mettre en sécurité le plus rapidement possible.

Les pays européens présents au sommet se sont engagés à améliorer la coopération économique avec les communautés locales se trouvant sur les routes migratoires en Libye, afin de créer des sources de revenu alternatives, d'accroître leur résilience et de les rendre indépendantes de la traite des êtres humains. Ils vont investir 20 milliards d'euros par an en Afrique.

Une « mission conjointe » sera prochainement envoyée au Niger et au Tchad, souligne la déclaration finale, en promettant de « continuer à soutenir » ces pays sur plusieurs plans : contrôle des frontières, lutte contre les réseaux de passeurs.

L'Afrique veut du « concret »

Le président nigérien Mahamadou Issoufou est revenu sur son plan de lutte contre les migrations clandestines qui manquaient encore de financements. « Il est insupportable que des milliers d'Africains viennent mourir dans le désert et en Méditerranée », a-t-il déclaré.

Du côté du Tchad, on a rappelé

que le pays accueillait déjà 400 000 réfugiés et qu'un accord de réinstallation avec les Etats-Unis a été signé. On attend que l'Europe fasse la même chose. Pour le président tchadien Idriss Deby Itno, la question des migrations se règle purement et simplement par le développement. « La pauvreté, le chômage, la mauvaise éducation et l'insécurité » étant les motifs principaux qui poussent les jeunes africains à prendre la route vers l'Europe.

Vers la création d'un conseil présidentiel pour l'Afrique

Le président français devrait annoncer la mise en place d'un conseil présidentiel pour l'Afrique lors de la conférence des ambassadeurs, et définir les contours de sa nouvelle politique africain en novembre à Ouagadougou au Burkina Faso.

Il sera composé de personnalités de la société civile. Son objectif est de renouveler le partenariat entre la France et l'Afrique. Leur rôle serait de « faire entendre un son de cloche différent de celui des conseillers Afrique du président, formuler des propositions concrètes d'action sur des secteurs d'avenir, ou encore développer un lien avec les sociétés civiles africaines », peut-on lire sur le site rfi.fr.

Noël Ndong

BUROTOP IRIS
Distributeur Exclusif au Congo

StoreJet 25H3P/25H3B
1TB/2TB

SSD 370
128GB/256GB/512GB/1TB

Clé usb à partir de 2.900 Fcfa (8 Go)
Disque durs externes à partir de 49.500 Fcfa (500 Go)

Transcend
N°1 Mondial

OTG Pendrive

JetFlash 340
8GB

4X Faster

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 055 777 888 - 066 69 60 60
Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél.: 044 53 53 53 - 056 056 056

INSERTION CONSTITUTIVE

Suivant acte sous notarié, il a été institué une société civile immobilière (SCI) présentant des caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : MASSALA SCI ;

Apports : en numéraire ;

Capital social : 1.000.000 francs CFA ;

Siège social : N°39-41, rue Le Boulou, quartier Gendarmerie-MPITA, arrondissement E.P. LUMUMBA, Pointe-Noire, République du Congo ;

Objet : Acquisition, la propriété, l'administration, la vente, l'entretien et l'exploitation par bail, location ou autrement de tous biens immobiliers que ce soit à usage de bureau commercial ou d'habitation.

L'obtention de toute ouverture de crédit avec ou sans garantie hypothécaire, en vue de réaliser l'objet social ou de permettre à la société d'acquiescer toutes les sommes dont elle pourrait être débitrice à quelque cause que ce soit.

Administration de la société : Monsieur MASSALA Antoine et Madame PREVORS épouse MASSALA Corine Marcelle Marie-Louise.

Durée : 99 ans ;

L'acte constitutif a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, le 1er août 2017, sous le numéro 17 DA 928 ;

La société est immatriculée au Registre de Commerce et du Crédit Mobilier de Pointe-Noire, sous le numéro : CG/PNR/17 D 9.

Cabinet d'Avocats GOMES

NÉCROLOGIE

Stanislas Okassou et famille informent les parents, amis et connaissances de Makoua (Ndongo, Oyoué, Ifoura et Bokagna) que le programme d'inhumation de Delphine Ngala (Foussa) se présente comme suit :

Mercredi 30 août.

-9h00 : levé de corps à la morgue municipale de CHU ;

-10h00 : recueillement au domicile sis n° 121 de la rue Mbé à Talangaï, quartier Manhatann. Référence rue Ndolo grand lavage ;

-13h00 : départ pour le cimetière privé final ;

-16h00 : retour et fin de cérémonie.



IN MEMORIAM

03 septembre 2013 - 03 septembre 2017, voici quatre ans que le Seigneur a rappelé à lui notre père, oncle et grand-père, l'honorable Matouridi Louis de Gonzague, ancien député du MCDI de la 2^e circonscription de Mbanza-Ndouna.

La veuve Matouridi née Diamouangana Delphine, le capitaine Adelin Bertrand Matouridi, officier de la Gendarmerie nationale, Serge Matouridi Kouba et Gisèle Nzoumba Matouridi et la famille Nsembo prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Une messe d'action de grâce sera dite le dimanche 3 septembre 2017 à 11h00 en la paroisse Saint-Esprit de Mougali. Papa, nous ne t'oublierons jamais.



TTN TRANSIT

🏠 34 rue Labat 75018 Paris

ENLÈVEMENT - ENTREPOSAGE FRET AÉRIEN & MARITIME

FRANCE / EUROPE / ASIE MOYEN-ORIENT /
BRAZZAVILLE / POINTE-NOIRE / KINSHASA /
MATADI, BOMA

Avec ou sans
dédouanement

Ctc. DJAMEL

☎ 00 331 44 92 90 90

☎ 00 336 65 47 06 06

✉ ttnplus@wanadoo.fr

FRONT SOCIAL EN ÉBULLITION

Vers un septembre très laborieux pour Tshibala

À l'heure actuelle, les grèves s'enchaînent et se multiplient dans les différents services publics obligeant le gouvernement à sortir le grand jeu pour éteindre le feu qui risque, si on n'y prend garde, d'embraser tout le pays.

Les perspectives socioéconomiques sont de plus en plus sombres. La cherté de la vie couplée aux revendications sociales qui fusent de partout constitue un sérieux indicateur qui renseigne sur le malaise social qui gangrène le pays. Les Congolais en général et les Kinois en particulier ont perdu leur sourire légendaire. La mine renfrognée, ils scrutent l'avenir avec une pointe d'amertume. Alors qu'on se rapproche de la rentrée scolaire, nombreux sont les parents qui ne savent même pas par où commencer. Les salaires sont toujours indisponibles. Quand bien même ils sont libérés, ils sont loin de répondre aux besoins. L'engouement qui généralement caractérise la veille des rentrées scolaires n'est pas au rendez-vous cette année au grand dam des vendeurs des fournitures scolaires. Les étalages pourtant inondés ne sont pas fréquentés, les acheteurs se faisant rarissimes en cette période de basse conjoncture. Entre-temps, rien ne rassure sur l'effectivité de la rentrée des classes d'ici le 4 septembre prochain au regard des tribulations qui minent actuellement le secteur de l'éducation sur fond de menace de grève brandie par des syndicats d'enseignants. Sans ambages, ils ont invité leurs affiliés à ne pas reprendre



la craie pour faire pression sur le gouvernement qui, jusqu'à ce jour, tarde à donner satisfaction à leurs revendications. L'indexation du salaire au taux budgétaire de la loi des finances 2017 est la principale revendication sur laquelle porte les discussions stériles engagées depuis quelque temps avec le ministère de tutelle, sans espoir de déboucher sur un compromis qui satisfasse toutes les parties. Le mois de septembre risque donc d'être très agité dans ce secteur où des sons discordants se font déjà entendre quant à l'opportunité de ranger ou non la craie dans le tiroir. Les écoles dites conventionnées et celles publiques n'ont pas la même lecture des faits par rapport à cette question, laissant ainsi perplexes les parents qui

ne savent plus se situer. Le secteur de l'enseignement n'est pas le seul à balbutier. Celui de la santé est également atteint par l'effet contagieux de la grève, car depuis près d'une semaine déjà, les hôpitaux publics ont cessé de fonctionner normalement. Le service minimum qui, jusque-là, était assuré dans certains centres de santé a été relevé au grand dam des malades abandonnés à leur triste sort. C'est la grève sèche qui est désormais décrétée, les blouses blanches ayant rangé leurs bistouris dans les tiroirs. Toujours la même rengaine : amélioration des conditions socioprofessionnelles qui passe, entre autres, par la révision du barème de rémunération au regard de la dépréciation de la monnaie face aux autres devises. Ici encore le

gouvernement est accusé de nonchalance dans la prise en compte des revendications sociales. Tableau quasi similaire avec ce qui se passe du côté des professeurs d'université qui viennent, eux aussi, de radicaliser leur mouvement de grève déclenché depuis le 7 août. La corporation dit n'avoir constaté aucune réponse concrète et pertinente par rapport à ses revendications portant essentiellement sur l'application de la loi-cadre de l'enseignement promulguée par le chef de l'État depuis le 11 février 2014 et sur le réajustement des salaires au taux budgétaire 2017. Un peu partout, ça bouillonne avec, cerise sur le gâteau, la grogne dans l'administration publique. Les agents et fonctionnaires de l'État ne sont pas

Des fonctionnaires lors d'une manifestation

non plus en reste dans cette mouvance des revendications sociales et continuent de lutter pour le réajustement du Smig et de leur enveloppe salariale. Au vu de toutes ces pannes qui forment un blocus empêchant la bonne marche du pays, il y a lieu que le gouvernement engage un dialogue franc avec toutes ces différentes couches socioprofessionnelles afin de scruter la possibilité d'un compromis susceptible d'éteindre le feu. Plutôt que continuer à bercer les grévistes des discours pompeux et creux en entretenant l'illusion d'un espoir perdu d'avance, il faut à présent chercher à allier l'acte à la parole, ou mieux, passer au concret.

Alain Diasso

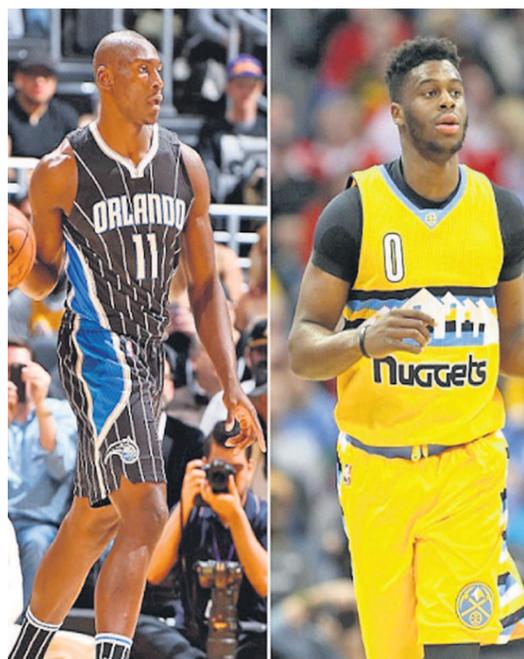
AFROBASKET MASCULIN 2017

La RDC privée de Biyombo et Mudiay de la NBA

Les négociations entre la Fédération de basket-ball du Congo (Fébac) et la National Basketball Association (NBA), pour l'obtention de la police d'assurance de ces deux stars RD-congolaises du prestigieux championnat nord-américain de basket-ball afin de prendre part à l'Afrobasket avec les Léopards basket-ball de la RDC, n'ont pas été concluantes.

Qualifiés pour l'Afrobasket 2017 prévu pour septembre au Sénégal et en Tunisie, les Léopards basket-ball messieurs de la RDC vont disputer cette compétition avec les deux stars de la NBA, notamment le pivot défensif Bismack Biyombo d'Orlando Magic et l'ailier Emmanuel Mudiay de Denver. Les deux basketteurs, qui ont récemment animé un camp d'entraînement à Kinshasa, ont pourtant manifesté un réel désir d'évoluer avec la sélection nationale à ce rendez-vous continental de la balle au panier, en participant à la préparation des Léopards à Kinshasa. Mais les pourparlers entre la Fébac et

la NBA, sur les conditions de laisser partir les pensionnaires de la NBA dans



Bismack Biyombo et Emmanuel Mudiay

leurs sélections nationales respectives pour des compétitions internationales, n'ont pas abouti. Pour le cas de Bismack Biyombo et Emmanuel Mudiay, on apprend que la NBA a exigé à la Fébac le paiement d'une police d'assurance de quinze mille dollars américains chacun.

La NBA qui représente ses différents clubs affiliés pose une série des conditions dans le but de protéger les joueurs assurant le spectacle du prestigieux championnat nord-américain de basket-ball, d'autant plus que ces joueurs ont des valeurs marchandes en millions de dollars américains. Le transfert de Biyombo de Portland, son ancien club à Orlando, a coûté plus de soixante-dix millions de dollars

américains. Et le joueur pèse en ce moment plus ou moins dix-huit millions de dollars américains par an.

Ainsi, les conditions sont très restrictives pour libérer ces joueurs afin de venir jouer pour leurs nations respectives. La NBA, apprend-on, a signé une sorte de partenariat avec la Fédération internationale de basket-ball association (Fiba) dans ce sens. C'est ce qui a fait dire à Biyombo sur Canal+ qu'il savait que la NBA n'allait pas donner son quitus pour leur participation à l'Afrobasket 2017. La RDC sera donc privée de ses stars NBA à l'Afrobasket. L'on rappelle que cette compétition qui est en sa 29e édition devrait se dérouler au Congo Brazzaville en août. Mais elle a été délocalisée et sera organisée conjointement du 8 au 16 septembre 2017 par le Sénégal et la Tunisie.

Martin Engimo

KANANGA

Un journaliste s'échappe des griffes d'un général furieux

Édouard Diye Tshitenge a été poursuivi par des militaires sur ordre d'un général des Fardc alors qu'il s'apprêtait à faire la restitution du colloque ayant accouché du Manifeste du citoyen signé à Paris le 28 août par diverses associations et mouvements de la société civile congolaise.

Les habitants de Kananga étaient témoins lundi 28 août d'une scène assez rocambolesque avec, pour acteurs principaux, un journaliste et un général de l'armée. Le journaliste répondant au nom de Diye Tshitenge faisait partie de la délégation de la société civile ayant effectué le déplacement de Paris où s'est tenu dernièrement un forum ayant accouché du « Manifeste du citoyen », une sorte de vade mecum du citoyen congolais. Pour respecter le rituel qui veut qu'il puisse faire la restitution de son voyage de Paris à ses compatriotes restés au pays et surtout leur expliquer la quintessence du « Manifeste du citoyen » signé par une dizaine d'associations et mouvements demandant une « transition citoyenne » sans Kabila, Diye Tshitenge (directeur de la radio Kasai Horizons) a tenu à se plier à cette exigence. Aussi a-t-il réuni le lundi dans la cour de la paroisse catholique Saint-Marc de Kananga une belle brochette des Kanangais en vue de leur restituer ce qu'a été le colloque de Paris.

Alors que les invités commen-



Altercation entre la garde du général et le personnel onusien

çaient à se pointer au lieu de la conférence, le général Marcellin Assumani Issa Kumba (commandant du secteur opérationnel des Fardc) escorté par ses gardes fera irruption dans l'enceinte de la paroisse pour s'enquérir de l'objet de la conférence. Tout bonnement, il se dirigea vers le journaliste à qui il demanda des explications. Ce dernier se plia volontiers à cette injonction en donnant les motivations de cette conférence sans pour autant convaincre le général qui ordonna aussitôt au

public de vider les lieux et aux responsables de la paroisse de fermer la grille. « Vous voulez appeler la population à la révolte contre les institutions du pays », a-t-il lancé au journaliste tout en rappelant la situation sécuritaire encore fragile au Kasai. Alors qu'il s'apprêtait à sortir de la paroisse, le journaliste avait été poursuivi par une foule nombreuse qui voulait connaître le contenu du « Manifeste de Paris » qu'il tenait par devers lui. Il en distribuait quelques exemplaires au vu du

général qui avait ordonné aussitôt son arrestation immédiate. Prenant ses jambes à son coup devant des militaires qui le pourchassaient, le journaliste avait pris la direction du siège de la Monusco situé à quelques encablures de la paroisse et se projeta à l'intérieur de la Cour. C'était sans compter avec la détermination des militaires qui avait terminé leur course-poursuite à la barrière, juste à l'entrée des installations de la Monusco. Il s'en est suivi une altercation entre le

personnel onusien et les militaires commis à la garde du général. Ces derniers ont fini par lâcher du lest et se sont retirés après s'être rendu compte de l'inutilité de leur démarche qui, vraisemblablement, n'allait aboutir à rien. Puis, ils se sont confondus en excuses, regrettant au passage leur agissement. Jusque lundi soir, le journaliste Diye Tshitenge était encore dans les installations de la Monusco qui ne s'est pas prononcée sur l'incident.

Alain Diasso

EPSP

Grogne au collège Saint-Théophile de Lemba

Le personnel, qui menace d'aller en grève à la rentrée scolaire, dénonce la mégestion du recteur de cet établissement de la Congrégation des frères jésuites de Kinzambi, le révérend frère Nico Kalulu, qui, malgré les conclusions d'un audit ayant établi sa responsabilité dans la situation que traverse cet établissement scolaire, est toujours maintenu à sa tête par son supérieur majeur.

Des échos qui viennent du collège Saint-Théophile de Lemba notent une grogne du personnel qui menace la paix sociale dans cet établissement, risquant même de perturber d'une manière particulière la rentrée scolaire qui s'annonce dans moins d'une semaine. Selon des sources, c'est depuis quatre ans que le personnel de cette école des frères jésuites de Kinzambi ne cesse de verser des larmes à cause de la mégestion qui a élu domicile au sein de ce collège, sans que les autorités de l'État, de l'Église catholique ou de la congrégation frères jésuites de Kinzambi n'y trouvent de solution. Accusant le recteur de ce collège, le révérend frère Nico Kalulu, ces sources dénoncent une gestion opaque de la prime des parents allouée aux enseignants ainsi que des frais de transport que la ville-province de Kinshasa accorde aux enseignants de la capitale congolaise. Elles notent également que le remboursement bancaire des agents bénéficiaires de crédit d'une durée de 24 mois, soit du 08 mars 2014 au 08 mars 2016, n'a jamais été versé chez FiBank, actuelle Afriland, jusqu'à ce jour alors qu'il est opéré une retenue à la source.

Les enseignants, deux fois perdants, menacent !

Ces sources notent que le non-versement de ces fonds à la banque impose des pénalités aux bénéficiaires alors qu'ils se seraient déjà acquittés de leurs obligations contractuelles. « Les enseignants ont perdu non seulement leurs cautions retenues par la banque mais aussi seront d'un jour à l'autre poursuivis par ladite banque jusqu'à les traduire en justice », avertissent-elles. Ces informations regrettent que, malgré l'audit bipartite congrégation-coordination initié par le frère supérieur général de la congrégation des frères jésuites de Kinzambi dont les conclusions ont donné raison aux enseignants, le recteur du collège Saint-Théophile de Lemba, Nico Kalulu, soit reconduit dans ses fonctions par son supérieur majeur. D'où, notent ces sources, la grogne des agents du collège qui crient au scandale et préviennent les autorités de l'éducation de Kinshasa ainsi que les parents d'élèves dudit collège sur un débrayage à la rentrée scolaire fixée au 4 septembre 2017. « Il n'y aura pas reprise des cours à la rentrée scolaire prochaine tant que les enseignants ne sont pas remis dans leurs droits et que le frère Nico Kalulu reste encore à la tête de cet établissement scolaire », est-il prévenu.

Pour les enseignants de ce collège, qui crient au scandale, la congrégation, en crise d'hommes peut-être, devrait prendre ses responsabilités pour éviter le pire qui se pointe à l'horizon. Entretemps, ces enseignants qui seraient déjà devant le parquet pour la même cause attendent également la suite de l'intervention du ministre Musemena chargé de l'EPSP.

Lucien Dianzenza

FARDC

L'amélioration des conditions sociales des militaires au centre des préoccupations

Les jeunes militaires déjà déployés au Kasai seront dorénavant réorganisés pour « plus d'efficacité face à toute éventualité ».

La situation sociale du militaire congolais est de plus précaire. Une situation qui est à l'origine de nombreuses exactions déplorées dans le chef des hommes en uniforme qui se sont mués en bourreaux pour les civils. Aujourd'hui plus qu'hier, l'urgence de remédier à la situation s'impose dans la perspective de bâtir une armée réellement républicaine avec des soldats mus par le désir de servir le pays. Cette donne a été au centre de la réunion du Haut commandement militaire que le chef de l'État, Joseph Kabila, a présidée le lundi 28 août à laquelle a été associé le ministre de la Défense nationale, anciens combattants et réinsertion, Crispin Atama Tabe.

Sur le volet portant sur le social des militaires, il a été examiné la manière dont il faut améliorer la répartition de leur fonds de ménage, à en croire le compte rendu fait par le ministre de la Défense à l'issue de la réunion. Bien que beaucoup d'efforts aient été fournis sur ce registre, il a

été convenu de faire encore plus pour mettre le militaire congolais à l'abri du besoin. Aussi le chef de l'État, en sa qualité de commandant suprême des Fardc, attend-il des propositions concrètes dans les quarante-huit heures à dater du lundi 28 août, a fait savoir le ministre de la Défense.

Toujours sur la même lancée, la réhabilitation des infrastructures militaires et, plus particulièrement, les bases militaires de Kitona et de Kamina, a également préoccupé le chef de l'État qui, de passage récent sur ces deux sites, a pu palper du doigt les conditions dans lesquelles sont formées les unités des Fardc obligées de faire avec des infrastructures en état de délabrement avancé. D'après la restitution de la réunion faite par le ministre de la Défense, il a été décidé de mobiliser les moyens nécessaires pour la réhabilitation de deux bases militaires précitées. Et, à cet effet, le génie militaire sera déployé dans un premier temps pour faire l'évaluation de la situation, avant de commencer les travaux de leur réhabilitation.

A.D.

NORD-KIVU

La Cojeunak plaide pour l'éradication du phénomène Kasuku à Butembo

Pour la Coordination de la jeunesse nande de Kinshasa (Cojeunak), l'action de l'autorité empêchera qu'un autre phénomène vienne se transformer en insécurité non maîtrisable à l'instar des tueries de Beni dont les auteurs ne sont jamais connus.

Dans un appel du 28 août, la Cojeunak s'est insurgée contre « la nonchalance observée dans le chef des responsables de la ville de Butembo dans l'éradication du banditisme de grand chemin, phénomène dénommé « Kasuku », où des criminels endeuillent et pillent systématiquement les maisons des paisibles citoyens.

La Cojeunak relève, en effet, que la société civile de Butembo, dans son communiqué n° 001/août 2017 relatif audit phénomène rendu public le 22 août avait noté que « la frustration des Bubolaises et Bubolais était visiblement à son comble ». Pour la société civile de Butembo citée par la Cojeunak, « cette montée en flèche de l'insécurité à Butembo prouve à suffisance l'immobilisme doublée de l'inefficacité des services de sécurité dont la Police nationale congolaise, les Forces armées de la RDC et l'Agence nationale de renseignement ».

Le Monitoring réalisé par la société civile de Butembo cité par ce regroupement des jeunes de cette partie du Kivu vivant à



Le log de la Cojeunak

Kinshasa aurait dégagé qu'aucune nuit ne passe en ville de Butembo et ses environs sans qu'on enregistre plusieurs cas de vols à mains armées, des menaces de mort, des assassinats, des enlèvements et kidnappings, des tortures, des arrestations et détentions arbitraires, des viols et violences sexuelles, etc. À titre illustratif, la société civile a relevé quelques cas qui ont retenu son attention au plus haut point. Il s'agit de l'assassinat de M. Mbusa Mutaghanzwa Vihamba dans la nuit du 19 août en cellule Mitohya N° 90, quartier Bwinongo, dans la commune de Mususa par des hommes munis d'armes à feu, habillés en tenue de la police. Alors que dans la même nuit, 4

autres personnes ont été grièvement blessées dans la commune de Kimemi au quartier Bwinyole. La société civile a également noté que dans la nuit du 21 au 22 août, plusieurs quartiers ont été visités par des bandits munis d'armes à feu et blanches. Ce qui a été à l'origine des crépitements de balles entendus ce jour là à Vusenzeru, au quartier Vutsundo et en cellule Makasi, au quartier centre commercial. En Commune Mususa, a également relevé la société civile, ces mêmes bandits ont opéré, troublant ainsi la quiétude des habitants dans les quartiers Bwinongo et Katwa alors que dans la commune de Bulengeru, les quartiers de l'évêché, Mutiri et Mukuna ont été touchés.

Inefficacité des autorités

La Cojeunak a fustigé des messages contradictoires de la part du maire de Butembo face à cette situation non maîtrisée. Il s'agit notamment, a expliqué cette association, de son message du 23 août 2017 « qui tantôt appelle à l'auto-prise en charge alors qu'il est censé piloter des services de sécurité de sa juridiction ».

Face à ce qu'elle qualifie d'incapacité à juguler cette crise, la Cojeunak interpelle les autorités urbaines, provinciales, nationales ainsi que la communauté internationale, afin d'intervenir bien avant que ce soit disant « phénomène Kasuku » ne se transforme en insécurité non maîtrisable à l'instar des tueries de Beni dont les auteurs ne sont jamais connus jusqu'à présent parce que, a souligné cette association, tantôt l'on parle des Adf, soit des Nalu ou encore des terroristes islamistes. Notons que, depuis près de 20 ans, cette province n'a jamais vécu dans la paix, la Cojeunak pense que son alerte tombe à point nommé, après celle exigeant la libération sans condition des abbés enlevés à Bunyuka voici plus d'un mois, afin d'éviter qu'un autre phénomène s'insurge en insécurité perpétuelle dans cette partie du pays.

Devant cette réalité, la Cojeunak lance un appel pressant à l'éveil de la conscience collective de

toute la population de la ville de Butembo, en vue de restaurer une défense préventive par l'auto-prise en charge et l'identification des personnes suspectes, appliquant ainsi le système d'une surveillance décentralisée par deux maisons à dix maisons aux chefs d'avenue et des quartiers. Cette association a noté l'urgence dans la restructuration de l'autorité administrative et des services de sécurité de la ville de Butembo en vue de déceler les failles et renforcer la protection de la population et de leurs biens, lorsqu'elle recommande l'interpellation du ministre national de l'Intérieur et du gouverneur de province du Nord-Kivu dans leurs responsabilités en vue de s'impliquer davantage dans l'éradication de l'insécurité notamment du phénomène Kasuku qui désacralise la vie humaine. La Cojeunak exhorte, par ailleurs, à l'intensification du contrôle et l'application stricte de la circulaire provinciale interdisant le déplacement des « inconnus » dans le Grand nord pour des raisons de sécurisation de la partie ainsi qu'à l'électrification rapide de la ville de Butembo et, au besoin, renforcer l'éclairage public grâce à l'énergie solaire jusqu'aux recoins isolés de cette ville. Cette ASBL appelle la force onusienne à protéger les civils dans cette ville et ses environs.

Lucien Dianzenza

ITURI

La coulée meurtrière charrie son lot de polémiques

Confrontées comme la Sierra Leone à une coulée de boue meurtrière, les autorités de la République démocratique du Congo affirment prendre « les dispositions nécessaires » face à cette « catastrophe majeure », sous le feu de critiques qui dénoncent une réponse tardive.

Contrairement aux inondations de Freetown dans la nuit du 13 au 14 août, l'éboulement du 16 août en RDC n'a pas eu lieu dans une capitale relativement facile d'accès pour les sauveteurs et les médias mais à près de 2.000 km au nord-est de Kinshasa, dans la province de l'Ituri, sur les bords du lac Albert frontalier de l'Ouganda. Alors que l'évolution du bilan humain est suivi au jour le jour en Sierra Leone (810 personnes portées disparues et plus de 500 morts confirmés), personne ne sait encore précisément combien de victimes ont été emportées par la coulée de boue qui a submergé le village de pêcheurs de Tara. Entre 150 et 250, selon le vice-gouverneur

de la province, Pacifique Keta, en ajoutant les quarante corps déjà enterrés dans les deux jours et ceux encore ensevelis sous les décombres des 48 maisons détruites.

M. Keta a indiqué à l'AFP avoir « décidé de suspendre les recherches pour privilégier la désinfection » sur les lieux du drame, craignant « la propagation des maladies à plusieurs autres villages de pêcheurs installés le long de la rive du lac Albert ». Le président congolais Joseph Kabila « a appris avec consternation le glissement de terrain survenu le mercredi 16 août » et « présente ses condoléances les plus attristées à tous les compatriotes ainsi qu'aux riverains éprouvés », a indiqué un communiqué de la présidence daté du 22 août, six jours après la catastrophe.

Le président a demandé au gouvernement « de prendre toutes les dispositions nécessaires pour venir en aide à la population sinistrée », ajoute le texte lu à la télévision publique. « Le gouvernement considère ce qui s'est passé



Vue partielle de la province de l'Ituri

comme une catastrophe majeure », a déclaré mercredi le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, au sujet de la pire coulée de boue de ces dernières années en RDC.

Retard coupable

Le ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary, s'est rendu jeudi à Bunia, capitale de l'Ituri, pour « une mission d'assistance humanitaire aux victimes ». Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) a dénoncé le « retard coupable du gouvernement », affirmant que « certaines personnes parmi les disparues

auraient pu être sauvées si l'intervention du gouvernement était rapide ». Avec « 200 morts, on aurait voulu que le président Kabila se rende personnellement à Tara pour consoler » les familles des victimes, ajoute Lucha dans une déclaration. « Il est inadmissible que nous ayons perdu 200 Congolais et qu'aucune autorité ne se soit présentée sur le terrain », a déclaré Vital Kamerhe, président du troisième parti d'opposition l'Union pour la nation congolaise (UNC), à la veille du déplacement du ministre de l'Intérieur. M. Kamerhe s'était également

« indigné » après avoir été « empêché », selon lui, « par la police de se rendre sur le lieu de la catastrophe pour compatir avec les sinistrés ». Le coordonnateur de la société civile de l'Ituri, Jean Bosco Lalo, a pour sa part exigé l'ouverture d'une « enquête en vue de comprendre les vraies causes de ce drame ». « Décidément, nous sommes dans un pays où l'on veut tout critiquer », a réagi le porte-parole du gouvernement Lambert Mende sur Radio Okapi, affirmant que le gouverneur de l'Ituri a « évalué une situation dramatique (...) dans les heures qui ont suivi la catastrophe ». Ce glissement de terrain est le plus ravageur de ces dernières années en RDC. En mai 2010, une coulée de boue qui a traversé le village de Kibiriga dans l'est du pays avait fait 19 morts et 27 disparus. En février 2002, une cinquantaine de personnes avaient trouvé la mort dans une coulée de boue et de pierres provoquée par de fortes pluies à Uvira (est), faisant 2.500 sans-abri.

AFP

SALON DE L'IMMOBILIER

La crise n'a pas épargné la 3^e édition

La cérémonie d'ouverture du salon de l'immobilier à Pointe-Noire a été patronnée, le 29 août, par Sylvestre Didier Mavouenzela, président de la Chambre consulaire, en présence du directeur départemental de l'Urbanisme, des exposants et des partenaires concernés par l'activité.

Organisé par l'Association pour l'aménagement et la gestion environnementale des villes urbaines du Congo que dirige Désiré Bitoukou, ce salon annuel qui est un haut moment d'échanges et de découverte entre les acteurs intervenant dans la chaîne de l'immobilier se tient dans un contexte économique difficile. La conjoncture économique a eu un impact sur certaines entreprises du secteur qui n'ont pu prendre part à l'évènement.

« Nous voulons traduire à travers les échanges interactifs notre ferme ambition d'accompagner le gouvernement de la République dans l'exécution du programme du chef de l'État. Dans un contexte de crise difficile, nous lançons un appel au président de la République afin qu'il soutienne notre secteur d'activités à travers une politique fiscale attractive qui puisse permettre de préserver



des milliers d'emplois menacés par cette crise mais également de protéger les entreprises du secteur », a dit Désiré Bitoukou. Et d'ajouter : « Pour réussir le défi de la diversification de l'économie, le gouvernement de la République doit mettre en place des mesures incitatives de facilitation, notamment de transfert de crédits, afin que

chaque foyer puisse aussi prétendre à l'accès à la propriété. Ainsi, cette incitation devra permettre de relancer notre économie à travers la consommation des ménages ».

En félicitant les organisateurs du salon pour cette louable initiative dans un contexte économique peu propice, Sylvestre Didier Mavouenzela a dit : « La diffi-

culté du contexte économique actuelle n'échappe à personne mais l'horizon ne saurait dissiper ce nuage sombre si nous restons inactifs. Ce qu'ont parfaitement compris tous les acteurs impliqués à cet évènement. Je résume l'étendue du sacrifice que chacun a pu consentir à construire une expérience qui se veut bénéfique pour un vaste

écosystème ». Les rendez-vous d'affaires, les conférences, les échanges divers sont au menu de ces trois jours qui vont réunir les promoteurs immobiliers, les aménageurs, les agences immobilières, les banques, les bureaux d'études, les distributeurs des matériaux des constructions et les entreprises de gardiennage.

Hervé Brice Mampouya

La tribune à l'ouverture de la 3^e édition Crédit photo «Adiac»

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepêchesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr



MUNICIPALITÉ

Des aménagements routiers en projet dans la ville océane

Pendant son investiture, le nouveau maire de Pointe-Noire, Jean François Kando, a tenu un discours dans lequel il dévoile son projet d'aménagements routiers et la création d'un nouveau tracé du réseau de trafic urbain.

Dans son discours de circonstance, Jean François Kando a rappelé que, quoique les efforts aient été déployés ces dix dernières années dans la construction des voiries urbaines, Pointe-Noire souffre encore d'une insuffisance criarde d'un réseau routier capable de favoriser une meilleure fluidité de la circulation. Pour y remédier, le nouveau maire a promis de faire quelques aménagements essentiels afin de donner un nouveau visage au réseau routier local. Il entend donc procéder à un nouveau tracé du réseau de trafic urbain avec la collaboration des partenaires privés, des gares routières modernes aux différentes sorties de la ville avec l'appui des services de la direction départementale des Transports terrestres.

Dans le même ordre d'idées, l'orateur a promis améliorer et renforcer les feux de signalisation dans la plupart des carrefours. Le nouveau maire va également s'appuyer pendant les cinq prochaines années sur un programme d'investissement routier cohérent qui met l'accent



Une vue du réseau routier de la ville de Pointe-Noire

sur l'identification des voies stratégiques à bitumer. « Pour y parvenir, nous nous emploierons à faire que la nouvelle centrale d'enrobés, don du président de la République, puisse démarrer et produire des enrobés nécessaires pour le bitumage des routes », a dit Jean François Kando. La question du nombre éle-

vé des taxis et minibus n'offrant aucune garantie de confort et surtout de sécurité aux usagers sera également réglée à travers des mesures suivantes : étudier la possibilité d'octroyer au début de chaque année, une licence ou autorisation annuelle aux transporteurs, améliorer la gestion de la société de transport

urbain dont le statut juridique et le rôle de gestion devrait être revu. Notons que ce nouveau projet devrait permettre à la nouvelle équipe municipale de répondre adéquatement aux besoins de la population concernant le maintien et l'amélioration des infrastructures routières.

Prosper Mabonzo

NZANGO

Aloes de Fouta découvre le championnat départemental

Le district de Tchiamba-Nzasi, communauté urbaine du département de Pointe-Noire, a été représenté par l'équipe d'Aloes de Fouta pour la première fois au championnat départemental de nzango édition 2017 qui s'est achevé le week-end dernier.

La participation d'Aloes de Fouta au championnat départemental de nzango couplé à la Coupe de la ville fait partie des missions assignées par le président de la Ligue de nzango de Pointe-Noire, Jean Camille Djimbi, dans son programme de développement de la discipline lors de son élection à la tête de la Ligue. C'est un défi gagné pour le président de la Ligue de faire participer pour la première fois une équipe de Tchiamba-Nzassi au championnat départemental organisé à Pointe-Noire.

À l'issue de la compétition qui s'est achevée le week-end dernier, le président d'Aloes de Fouta, Auguste Mounkassa, a loué le pragmatisme du nouveau président de la Ligue de nzango de Pointe-Noire qui les a encouragés à participer à la plus prestigieuse compétition de la Ligue. « Je suis très content de mon équipe qui a tenu bon jusqu'à la fin du championnat. Notre équipe est certes comme une combattante qui est sur



Aloes de Fouta «crédit photo «Adiac»

le chemin de parcours, mais c'était important de nous jeter à l'eau. Nous contribuons à la promotion du nzango dans le district. Je crois que la prochaine fois nous ferons mieux », a-t-il indiqué.

Parlant de la compétition, Aloes de Fouta a, malgré sa jeunesse, remporté quelque 13 matches, un nul contre 25 défaites par manque de financement.

« Nous avons gagné beaucoup de matches pendant le championnat mais l'équipe a, en suite, subi la pression de la compétition par le manque de moyen pour assurer le transport de l'équipe. Vous vous rendez-compte que notre équipe n'a pas de sponsor alors que les grandes équipes de Pointe-Noire sont sponsorisées. Nous partons de Fouta pour Pointe-

Noire. Pour chaque match, il faut dépenser 20 000 F CFA du transport en aller-retour », a ajouté Auguste Mounkassa. Il a lancé son cri de cœur à tous les ressortissants de Fouta ainsi qu'aux autorités locales pour qu'ils nous aident. « Nous demandons même aux autorités politico-administratives de s'occuper de notre équipe pour que le district soit valablement

représenté à la prochaine édition ». Le responsable d'Aloes a également remercié le bureau exécutif de la Ligue pour avoir organisé quelques rencontres du championnat dans leur district. Ce qui a susciter l'engouement des femmes à pratiquer le nzango. De son côté, la capitaine de ladite équipe, Mouanda Verdiane, a reconnu leur faiblesse. « C'est notre première participation au championnat départemental, l'épreuve n'était pas facile du tout. Nous avons bien commencé mais, par manque d'expérience, on a chuté au milieu. C'est la loi du sport », a-t-elle indiqué avant d'appeler

toutes les femmes du district de Tchiamba-Nzassi de se joindre elles afin d'augmenter le nombre d'équipes de leur district au championnat. Par ailleurs, l'une des meilleures joueuses de l'équipe, Général Touma, a réalisé deux KO lors de leur dernier match du championnat malgré la défaite face à USP, 45-26.

Charlem Léa Legnoki

MINISTÈRE DES SPORTS

Hugues Ngouélondélé : « Nous allons gagner ensemble »

Le 35^e ministre des Sports du Congo est déjà en service.

« Nous sommes dans la continuité. J'apporterai ma pierre à l'édifice ensemble avec tous les acteurs. Il nous faut construire ensemble et gagner ensemble », a déclaré Hugues Ngouélondélé, ministre des Sports et de l'éducation physique entrant, lors de la passation de consignes ce 29 août à Brazzaville. Il succède à Léon Alfred Opimbat, désormais premier vice-président de l'Assemblée nationale qui a passé six ans à la tête du département des sports (août 2011-août 2017).

Bien avant la passation, il y a eu un tête-à-tête à huis clos. A cette occasion, Léon Alfred Opimbat a dressé un état des lieux pour mieux éclairer la lanterne du ministre entrant. Une présentation générale axée, entre autres, sur le patrimoine, les finances, le sport, l'éducation physique, la formation, la coopération bilatérale et technique, l'Office national du sport scolaire et universitaire (Onssu) qui doit être relancé. Ils ont évoqué les dossiers urgents.

Parmi lesquels figure la double confrontation Diabes rouges du Congo et Blacks Stars du Ghana dans le cadre de la 3^e et 4^e journées des éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018. Le match aller se disputera à Kumasi le 1^{er} septembre, tandis que le retour est prévu le 5 du même mois, au complexe sportif de la Concorde à Kintélé. « Je serai disponible pour vous accompagner dans vos nouvelles fonctions », a déclaré Léon Alfred Opimbat, tout en félicitant son successeur.

Rominique Nerplat Makaya



Les ministres entrant et sortant lors de la passation de consignes. Crédit photo Adiac

TOURNOI POOL-MALEBO DE KARATÉ

Les Brazzavillois se taillent la part du lion

Neuf médailles d'or remportées sur les dix mises en jeu : telle est la moisson des karatékas brazzavillois lors du tournoi Pool -Malebo qui s'est déroulé à Kinshasa les 26 et 27 août

Le président de la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires (Fécoka-ama) leur a rendu hommage le 28 août après leur arrivée. Après les avoir félicités, Dominique Ondzé a souhaité que le gouvernement accorde une attention particulière au karaté congolais. « C'est 9 médailles d'or que nous ramenons avec un trophée, je crois que c'est mérité. Le seul message que je peux lancer auprès de l'exécutif, c'est de soutenir notre discipline qui est en train de faire des exploits. Nous avons été au Cameroun où nous avons ramené également des médailles d'or... Nous avons des objectifs. C'est pour cette raison que nous souhaitons qu'il prenne en ligne de compte le karaté », a-t-il lancé.

Lors du tournoi ayant réuni la Ligue de karaté Do de Kinshasa et celle de karaté de Brazzaville, les Brazzavillois ont obtenu les résultats à la taille de leur ambition. Richel Mbossa Iwandza a gagné dans la catégorie des moins de 60kg. Nardy Bikoka l'a imité dans les moins de 67kg. Yannick Sobi a confirmé la bonne forme des Brazzavillois dans les moins de 75kg. Prevert Kitaté a gagné dans les plus de 84 kg pendant qu'Adonai Mayinguidi perdait l'or dans les moins de 81kg. Chez les



dames, Micha Babindamana a pris le meilleur dans les moins de 50 kg. Franck Robson l'a imitée dans les moins de 61 kg. Les Brazzavillois ont ajouté à leur performance individuelle, les victoires au kumité par équipes messieurs, au kata individuel et kata par équipes. Le président de la ligue de Brazzaville, Constantin Nganongo Itoua, très

satisfait de la bonne moisson à Kinshasa, a souhaité voir ses protégés rééditer cette même performance lors de la seconde étape de la compétition à Brazzaville. « Nous avons participé au tournoi international pool Malebo. Je suis très heureux des résultats que nous avons obtenus. Sur dix médailles mises en

jeu, nous avons obtenu 9 contre une pour la RDC. Nous avons beaucoup travaillé pour réaliser une telle performance. Dans soixante jours, Brazzaville abritera la phase retour. Nous allons tout faire pour entretenir cette flamme », a conclu Constantin Nganongo Itoua.

James Golden Eloué

FOOTBALL

Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en France

Groupe A

Jordi Mboula était titulaire lors du succès de la réserve de Monaco face à Tarbes (2-0). Davy Kablan Ngoma a été remplacé à la 66^e.

Titulaire, Damien Mayenga a joué 72 minutes lors du succès de Bergerac à Paulhan-Pézenas (2-0). Hugo Konongo était absent, tandis qu'Archi Fataki a joué l'intégralité du match. Christian Madédé est resté sur le banc des remplaçants lors de la victoire de la réserve de l'Olympique de Marseille sur le Stade Bordelais (1-0).

Groupe B

Jean-Bryan Boukaka était titulaire au poste de latéral droit lors du succès de Saint-Priest sur Yzeure (1-0). Alan Dzabana faisait son retour dans le groupe de Lyon, vainqueur de Villefranche-sur-Saône (2-1).

Groupe C

Sans, Yves Owomat (claquage) Beauvais s'incline à domicile face à Bastia-Borgo (2-3).

Viry-Châtillon fait match nul à Lusitanos-Saint-Maur (2-2) Dalnath Miatoudila était aligné dans l'entrejeu. Dolan Bahamboula est entré à la 77^e lors du revers de Sainte-Geneviève-des-Bois face à l'AC Amiens (0-1). Sans Brunallergene Etou, absent, Drancy partage les points à Croix (2-2).

Groupe D

Bevic Moussiti Oko était titulaire lors de la victoire du Havre sur Granville (1-2).

Juvrel Loumingou, titulaire en défense centrale, et Limoges partagent les points face à Saint-Privé-Saint-Hilaire (2-2).

Camille Delourme